

Al-watwan

“Aime la vérité, mais pardonne à l’erreur” . Voltaire

27e année. N°1890 du lundi 23 janvier 2012. Prix/Comores : 250 Fc ; Etranger : 1,5 Euro. Directeur de la publication : Petan Mognihazi

Présidence de la Commission de l’Ua Comores : De Zuma à Ping, de Ping à Zuma, le coeur balance...



La bataille autour de la présidence de la Commission de l’Union africaine fait particulièrement rage. Entre l’actuel titulaire du poste, Jean Ping, et l’ex-ministre sud-africain des Affaires étrangères, Dlamini Zuma, les chefs d’Etat vont devoir trancher. Aux dernières nouvelles, les



Comores, très embarrassées, n’auraient pas encore fait leur choix. Elles ont, pour le faire, jusqu’à la fin du mois. Une chose est sûre : pour les fonctionnaires rencontrés dans les couloirs du Mirex, il s’agit pour le pays d’un “choix cornélien”. Lire page 3

Importation d’alcool : L’exclusivité accordée à Nicom est annulée



C’est ce que stipule un nouvel arrêté signé le samedi 21 janvier. Parmi les critiques les plus virulentes contre le précédent, le fait qu’il aurait été concocté à l’insu de Beit-salam. Des religieux avaient fulminé contre un arrêté qui “légalisait” la vente de l’alcool”, et des importateurs qui jouissent d’une licence avaient fait part de leur intention de recourir à la justice pour obtenir l’annulation d’un arrêté qui “violait” les droits internationaux relatifs à la libéralisation du commerce.

Lire page 2

Investissements : L’Anpi annonce ses couleurs pour 2012

La jeune Agence pour la promotion des investissements a rencontré la presse samedi. Son directeur a rappelé que son travail ne concerne pas seulement les investissements étrangers et a annoncé, pour “très bientôt”, un allègement des procédures de création d’entreprise.

Lire page 3

Spectacle : “Un dhikri pour nos morts”

Ça se passe à Paris en France, sur les victimes du Visa Balladur dans le bras de mer entre Ndzuwani et Maore sous occupation française. Son auteur, Soeuf Elbadawi, trouve qu’un plateau de théâtre élargit les possibilités de pouvoir s’interroger sur ces questions. D’autant plus que ce spectacle s’intègre aussi dans un ensemble de propositions qu’il avance autour de la dépossession citoyenne.

Interview en dernière page

LIRE ÉGALEMENT

Mohéli élabore son plan de stratégie de communication en faveur de l’enfant

Des cadres des secteurs de l’éducation, de la santé et de la protection de l’enfance ainsi que des représentants des Ong sont conviés, du 19 au 21 janvier à Fomboni à l’élaboration d’une stratégie et d’un plan de communication en la matière.

Lire page 5

Le Billet de Babou
“Sens interdit obligatoire”

Parmi les phénomènes qui expliquent le dysfonctionnement de notre pays, se trouve le “sens interdit obligatoire”. Ceux qui se contentent seulement de faire leurs métiers restent au bas de l’échelle sociale, pendant que ceux qui prennent les sens interdits prennent l’ascenseur et vont directement aux étages du dessus.

Lire page 5

Couches :
lavables ou jetables, le dilemme

Chaque jour, Bébé “enfle” 6 à 8 couches soit tout de même, près de 60 par semaine ! Pour des raisons écologiques ou économiques, certains parents optent pour des changes lavables, en tissu. D’autres remplissent des armoires entières de couches jetables! Comment choisir?

Lire page 6

Une histoire de Kwasa-kwasa
Témoignage d’un rescapé :
“Ce qui est sûr,
c’est que ce n’est pas
ma dernière traversée!”



Il a frôlé la mort lundi, à deux kilomètres des côtes de Mitsamboro sur l’île de Mayotte occupée par la France (lire notre édition du jeudi dernier). Il livre son témoignage : “Un hélicoptère nous a survolé avant de revenir au crépuscule. Un des leurs, un Blanc, a été particulièrement brutal. Il a ordonné à tout le monde de se lever, même ceux qui n’en pouvaient plus et administré, d’ailleurs, une raclée à un homme qui ne pouvait pas se lever”.

La suite du récit en page 5

Naufragé du kwasa : “nous étions trop surchargés”

La mer n'était pas agitée. Mais en cours de chemin, les passeurs ont débarqué les passagers de l'une des vedettes pour les embarquer dans la notre. Nous sommes donc devenus quarante-cinq au lieu d'une vingtaine seulement. Cette surcharge, ajoutée à l'état de la mer sur les côtes mahoraise ce jour-là, ont été sans doute la cause du naufrage.

Quel est le bilan exact que vous avez observé ? Car les divers chiffres recueillis par-ci par-là ne concordent pas...

J'ai compté douze morts : trois corps ont pu être récupérés et les autres ont disparu. Il faisait sombre quand les secours se sont décidés à venir nous aider. Un nourrisson est décédé dans mes bras. J'ai quand même pu sauver sa mère ainsi que quatre autres femmes qui se noyaient. Si tous les hommes qui étaient là en avaient fait autant, il n'y aurait pas eu tout ces morts, mais peu d'entre eux acceptaient de risquer leur vie pour sauver d'autres.

Vous dites “quand les secours se sont décidés à venir nous aider”... Est-ce qu'ils ont mis du temps à décider ?

Quand notre barque fut secouée et

renversée par la vague, nous étions à quelque distance des côtes de Mtsamboro. J'avais d'ailleurs conseillé aux passeurs de contourner ce passage car il était dangereux, mais tous les autres passagers se sont opposés à moi : ils voulaient vite poser pieds à terre. Après le naufrage, vers seize heures, deux pêcheurs ont été les premiers à venir sur les lieux. Une heure après, un hélicoptère de la police est venu survoler l'endroit, sans rien faire de plus. Il est reparti, pour revenir une heure après, quand le crépuscule était déjà tombé. Un des leurs, un blanc, a été particulièrement brutal avec nous. Il a ordonné à tout le monde de se lever, même ceux qui n'en pouvaient plus. Il a d'ailleurs flanqué une raclée à un homme qui ne pouvait pas se lever.

Vous avez été ensuite tous reconduits à Anjouan, même les blessés ? Non. Les trois passeurs ont été arrêtés et trois femmes dont l'état de santé est jugé mauvais sont restées.

Qu'est-ce qui peut décider un homme à prendre un kwasa en cette période de mer agitée ?

Nous avons pris notre départ à Marahare lundi à l'aube, à bord de deux vedettes. La mer n'était pas agitée. Mais en cours de chemin, les passeurs ont débarqué les passagers de l'une des vedettes pour les embarquer dans la nôtre. Nous sommes donc devenus quarante-cinq au lieu d'une vingtaine seulement. Cette surcharge, ajoutée à l'état de la mer sur les côtes mahoraise ce jour-là, ont été sans doute la cause du naufrage.

Et à votre retour ici à Anjouan, vous avez eu affaire avec l'autorité ?

Nous n'avons eu affaire avec personne, à part vous. Aucune autorité ne s'est intéressée à ce qu'il s'est passé. D'ailleurs ces gouvernants sont les premiers responsables de ces pertes humaines : ils nous laissent tomber, le pays est dévoré par la corruption et le manque de perspective d'avenir... Comment ven-

lent-ils ensuite nous retenir ici? Mansour Kamardine [un élu mahorais, ndlr] avait dit un jour que les actes d'état civil comorien sont des chiffons. Pourquoi de pareils propos ne donnent pas honte à nos gouvernants?

Et malgré ce que vous venez de vivre, vous vous voyez donc prêt à

recommencer?

Je fais la navette entre Anjouan et Mayotte à bord de kwasa depuis 2003. J'ai ma famille là-bas et c'est là-bas que j'ai construit ma vie. A chaque fois je suis reconduit et à chaque fois j'y retourne. C'est dire que ce n'est pas ma dernière traversée !

Propos recueillis par SM



Fayad Halidi

Mohéli élabore son plan de stratégie de communication en faveur de l'enfant

Des cadres des secteurs de l'éducation, de la santé et de la protection de l'enfance ainsi que des représentants des Ong intervenant dans ce domaine sont conviés, du 19 au 21 janvier à Fomboni, à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication en la matière. Le gouvernement comorien était représenté par Boudouri Mohamed, directeur général de l'information qui, dans son mot d'ouverture, a affirmé que pour les autorités comoriennes, la communication pour le changement social et le comportement occupait une place prépondérante.

“Cette communication implique un dialogue direct avec les individus ou les groupes d'individus pour encourager les comportements positifs sur la santé, améliorer les connaissances, attitudes et pratiques, inciter la participation des individus, la famille et communauté”, a ajouté le directeur général de l'information.

Au lieu d'avoir une stratégie pour chaque grand secteur, le ministère de l'Information et l'Unicef ont décidé d'élaborer une seule stratégie de communication intersectorielle basée sur le développement de l'enfant. La facilitation est assu-

rée par Samira Djalimou de l'Unicef. Selon elle, cet atelier fait suite à une enquête menée dans le pays et un rapport de collecte et d'analyse des informations pour l'élaboration de la stratégie de communication. Chaque île va élaborer un document qui lui sera propre,

mais les trois textes vont être regroupés en un document national qui va sans nul doute contribuer à l'atteinte des objectifs du plan d'action du programme de pays Comores-Unicef 2008-2012.

Riziki

LE BILLET DE BABOU

“Sens interdit obligatoire”

Parmi les phénomènes qui expliquent le dysfonctionnement de notre pays, se trouve le “sens interdit obligatoire”. Cela est plus visible dans la circulation routière, l'état de certaines routes, telle celle de Malouzini, obligeant les conducteurs à prendre le sens interdit pour pouvoir rouler. Mais la circulation n'a fait que rejoindre une certaine façon d'administrer le pays, qui fait que celui qui ne prend pas de sens interdit n'arrive jamais à quelque chose dans la vie.

Les exemples foisonnent qui démontrent cela dans la vie quotidienne. Ceux qui se contentent seulement de faire leurs métiers restent au bas de l'échelle sociale, pendant que ceux qui prennent les sens interdits pren-

nent l'ascenseur et vont directement aux étages du dessus.

D'ailleurs, je vous invite, pour comprendre notre gouvernance et notre société, d'observer attentivement la circulation routière : Pléthore de voitures, pléthore de fonctionnaires ; difficultés de payer les salaires, difficultés de circuler ; stationnement permanent sur les zones interdites qui ne sont jamais signalées, stationnements dans des fonctions politiques, pour certains, à perpétuité ; frais de taxi variable selon la tête du client, salaire variable selon la tête du client à la Fop qui, curieusement, peut se traduire par Fonction Publique ou Fonction Politique.

Babou des îles

LIBRAIRIE Aimé Césaire

C'est un devoir pressant d'accompagner l'élan éducatif qui se manifeste de toute part dans le pays



- Littérature
- Droit
- Economie
- Livres scolaires
- Livres pour enfants
- Annabac :
• .annabrevet
- Dictionnaires etc.....

Ouverture de la librairie
Ce mercredi 18 janvier 2012

A MORONI – COULEE
A QUELQUE METRES DE
L'ECOLE MUGNI BARAKA

A partir du jeudi 19 janvier 2012 la librairie sera ouverte de 8 h 30 à 13 h 30 et de 15 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi
Les samedis de 8 h 30 à 13h
Téléphone : 333 67 54

Pensez-y Le n°11 d'Al-watwan Magazine, est disponible chez votre marchand de journaux habituel.